

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1993/NGO/10
9 août 1993

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-cinquième session
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI EN
APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII)
DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Exposé écrit présenté par la Fédération internationale des droits de l'homme,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la
catégorie II

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[5 août 1993]

POURSUITE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU RWANDA
EN DEBIT DES ENGAGEMENTS DES AUTORITES RWANDAISES DE
PRENDRE LES MESURES NECESSAIRES POUR Y METTRE FIN

I. COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE

1. Une Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme commises au Rwanda, mandatée par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et Africa Watch (coordonnateurs), ainsi que par l'Union interafricaine des droits de l'homme et des peuples et le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, a enquêté du 7 au 21 janvier 1993 sur les violations des droits de l'homme commises dans le pays depuis le 1er octobre 1990, date du début de la guerre. Dans son rapport publié le 8 mars 1993, la Commission, composée de 10 experts de huit nationalités différentes, a décrit les massacres systématiques qui ont été perpétrés dans le pays, faisant plus de 2 000 victimes civiles appartenant principalement à l'ethnie minoritaire tutsi, mais également aux opposants politiques hutu du Président Juvénal Habyarimana et de l'ancien parti unique, le MRND.

2. Selon la Commission internationale, les violations des droits de l'homme résultaient d'une politique délibérée du régime. La Commission mettait à jour et décrivait la responsabilité du Président Habyarimana et de son entourage, qu'elle estimait lourdement engagée. Les forces armées rwandaises, les milices armées du MRND et d'un parti allié, la CDR, les responsables administratifs des communes et des préfectures ont organisé la terreur dans le pays, en toute impunité. La Commission internationale a également établi la fiabilité des témoignages qui désignaient les endroits où des charniers avaient été créés, en excavant elle-même deux de ces charniers.

3. La Commission internationale relevait que l'exacerbation des tensions ethniques avait pour but d'affermir la solidarité des Hutu et, par conséquent, le régime de M. Habyarimana lui-même, les affrontements servant aussi à excuser le blocage du processus de démocratisation.

4. Enquêtant pour la première fois de manière systématique sur les allégations de violations des droits de l'homme par le Front patriotique rwandais, la Commission internationale a conclu que celui-ci s'est rendu coupable d'exécutions sommaires, de vols et de pillages, impunis également. Par une politique délibérée consistant à vider les zones de guerre de leurs habitants, le FPR a contribué à aggraver considérablement les déplacements de population et leur concentration dans les camps de réfugiés où ceux-ci vivent dans la misère.

II. NOUVEAUX MASSACRES DANS LE NORD-OUEST DU PAYS

5. La Commission internationale d'enquête avait pu enquêter et ramener des informations sur des incidents qui avaient eu lieu au mois de décembre 1992 et au début du mois de janvier 1993. Ces incidents constituaient manifestement les premiers frémissements de violences plus sérieuses. Plusieurs membres de la Commission internationale ont pu constater que des bourgmestres de communes du nord-ouest du pays avaient averti leur population que la violence resterait limitée tant que les experts internationaux demeureraient dans le pays mais

qu'elle éclaterait dès leur départ. Effectivement, la violence a repris de manière dramatique dès le 21 janvier, jour du départ de la Commission internationale, comme pour confirmer par avance les conclusions que celles-ci s'apprêtait à publier, selon lesquelles la violence était organisée par les autorités politico-administratives du pays.

6. Des attaques et des exécutions sommaires eurent lieu dans les communes de Giciye, Satinsyi, Ramba, Kanama, Kayove, Kibilira dans la préfecture de Gisenyi, et à Rutsiro dans la préfecture limitrophe de Kibuye. Au fur et à mesure des informations disponibles, il apparut de plus en plus clairement que les nouveaux massacres avaient lieu selon les schémas décrits par la Commission pour les massacres antérieurs. Des incidents, parfois graves, ont également eu lieu dans la préfecture de Byumba.

7. Après plusieurs semaines de cette violence, le FPR, rompant l'accord de cessez-le-feu, reprit les armes et opéra un large mouvement en direction de la capitale Kigali. Du fait de cette action, le nombre de personnes déplacées est passé de 350 000 personnes à environ 1 million de personnes.

8. La violence augmenta encore considérablement, des Tutsi et des membres de l'opposition politique étant assassinés sous l'accusation de "complices" du FPR. De son côté, celui-ci s'est rendu coupable également de violations massives des droits de l'homme, tout d'abord par l'incidence tragique de la reprise des hostilités sur le sort des personnes déplacées. En outre, le FPR s'est rendu coupable de l'exécution d'au moins huit fonctionnaires et des personnes qui se trouvaient en leur compagnie :

- François Barengayabo, Vice-Président de la Cour d'appel et ses deux fils;
- Philippe Gakwerere, Inspecteur des mines et des ressources minérales, son épouse et ses trois enfants;
- André Bukuru, Substitut du Procureur de la République;
- Cléophas Ntamushobora, Juge à Ruhengeri;
- Jean-Bosco Munyaneza, Substitut du Procureur général, son épouse et ses deux frères;
- Frédéric Rukasi, Inspecteur des travaux publics;
- Léonard Ntiribaringira, Substitut du Procureur de la République;
- Thaddée Gasana, bourgmestre de la commune de Kinigi, et Elaste Ntuyenabo, un homme d'affaires actif en politique, qui l'accompagnait.

Enfin, selon le clergé local, le FPR a tué environ 200 civils à Gahanga et d'autres paroisses proches de Ruhengeri. Ces exécutions ont eu lieu en dehors des opérations militaires pour la plupart.

III. REACTION DES AUTORITES RWANDAISES AU RAPPORT DE LA COMMISSION INTERNATIONALE

9. Après avoir tout d'abord récusé les conclusions de la Commission internationale d'enquête en accusant celle-ci de partialité, le Président de la République a dû finalement composer avec l'opposition. Il en est résulté, le 7 avril 1993, une "déclaration du Gouvernement rwandais relative au rapport final de la Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda depuis le 1er octobre 1990". Dans cette déclaration, le Gouvernement rwandais reconnaissait les violations des droits de l'homme qui étaient imputées aux autorités rwandaises, les regrettait et les condamnait. Il énonçait une liste de mesures qu'il s'engageait à prendre pour mettre un terme à ces violations. Il promettait en outre de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des Rwandais, pour sanctionner administrativement et judiciairement les coupables des violations des droits de l'homme; il s'engageait à améliorer les conditions de détention, à ne plus détenir des prisonniers dans des lieux qui n'étaient pas destinés à la détention, comme les camps militaires; à conduire une campagne pour persuader les Rwandais de l'importance de la réconciliation nationale et du respect des droits de l'homme; à mettre fin aux activités des milices armées des partis politiques; à réintégrer dans leurs emplois les personnes qui en avaient été exclues pour cause de leur prétendue complicité avec le FPR; à poursuivre les investigations entamées par la Commission internationale d'enquête relativement aux charniers découverts par celle-ci; à ratifier la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; à lever les réserves qu'il avait faites au moment de la ratification de certains d'entre eux; à respecter tous les accords résultant des négociations de paix d'Arusha; à poursuivre le processus de démocratisation et établir une Commission nationale des droits de l'homme.

10. Les engagements du gouvernement, s'ils avaient été réalisés, auraient représenté un progrès majeur dans le respect des droits de l'homme au Rwanda. Malheureusement, le gouvernement n'a pas encore pris la moindre mesure pour les réaliser.

IV. VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET BLOCAGE DU PROCESSUS DE PAIX

11. Le 9 janvier 1993, le Gouvernement rwandais signait avec le FPR, à Arusha, République-Unie de Tanzanie, un accord de paix garantissant la participation du FPR à la gestion du pays et organisant la transition vers l'organisation d'élections libres. Dans un discours à la nation, le 25 janvier 1993, alors que les massacres avaient repris depuis quelques jours, le Président Habyarimana décrivait la violence comme une réaction populaire contre les accords d'Arusha et n'eut pas une parole pour la condamner. Le 28 janvier, dans un nouveau discours, il fit une déclaration faible et générale contre la violence.

12. Dans une lettre adressée le 5 février 1993 à la Fédération internationale des droits de l'homme, le Président de la République reprenait son argumentation selon laquelle le conflit entre les Hutu et les Tutsi était inévitable du fait de l'invasion du FPR. Dans un discours aux chefs de l'armée à la mi-mars, il suggéra que c'était le FPR lui-même qui, plutôt que les

autorités rwandaises, était responsable des massacres qui avaient endeuillé le pays. Il suggérait qu'il était même possible que ces massacres avaient été organisés par ceux qui comptaient les exploiter de manière cynique à des fins politiques, à savoir comme prétexte pour reprendre les hostilités.

13. Le 3 février 1993, le Gouvernement rwandais a créé une Commission politico-administrative pour enquêter sur les "récents troubles". Cette Commission a déposé un rapport sur le bureau du gouvernement le 3 avril. Elle établit un certain nombre de faits constituant des violations graves des droits de l'homme. Comme d'autres commissions administratives établies précédemment, elle apporte les informations utiles établissant de manière incontestable ces violations tout en s'arrêtant au seuil de la recherche des responsabilités.

14. Depuis lors, des négociations se sont poursuivies à Arusha. A plusieurs reprises, alors que tout était prêt pour la cérémonie des signatures, les autorités rwandaises ont ajourné cet événement pour divers prétextes.

15. Pourtant, la poursuite de la guerre et des violations des droits de l'homme rend la vie des citoyens rwandais intolérable : climat de terreur, enrôlement d'enfants de huit ans dans les milices du MRND et de la CDR; viols; attentats à la bombe; exécutions individuelles d'opposants politiques; exécutions collectives; pillages par l'armée; distribution d'armes aux civils, qui fait craindre l'évolution vers une situation de chaos que l'on connaît dans d'autres pays africains; paralysie complète du système judiciaire.

16. Dans un rapport publié au mois de juin 1993, l'organisation Africa Watch, une des quatre organisations qui ont parrainé la Commission internationale d'enquête, a publié un rapport complet des violations des droits de l'homme commises au Rwanda depuis le 21 janvier 1993. Dans ce rapport, Africa Watch fait part de ses craintes que l'on assiste dans un avenir proche à une dislocation véritable de la société rwandaise. Le rapport se termine par des recommandations adressées au Gouvernement rwandais, au FPR et à la communauté internationale. A cette dernière, il est recommandé ce qui suit :

a) Lier l'aide future au Rwanda à des améliorations sensibles en matière de droits de l'homme. De telles améliorations doivent pouvoir être mesurées par des indicateurs concrets, comme la sanction des autorités impliquées dans les violations des droits de l'homme qui restent encore actuellement en fonction; des poursuites judiciaires contre les responsables administratifs, les membres des forces armées et les autres personnes accusées d'abus; l'élimination des mentions ethniques sur les documents d'identité;

b) Offrir une aide spécifique à l'amélioration du système judiciaire;

c) Faire pression sur le Gouvernement rwandais pour qu'il cesse d'armer des civils et qu'il prenne des mesures pour limiter la disponibilité et le commerce des armes à feu;

d) Cesser toute assistance militaire au Gouvernement rwandais et au FPR et faire pression en vue du départ des militaires étrangers, y compris le retrait immédiat des troupes françaises, à l'exception de ceux qui seraient chargés de missions internationales de maintien de la paix;

e) Continuer à forcer l'attention du Gouvernement rwandais et du FPR sur les questions de droits de l'homme.

17. La FIDH demande à la Sous-Commission de prendre toutes dispositions nécessaires afin qu'il soit mis un terme à la situation de violations flagrantes et systématiques au Rwanda.
